L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

BUREAUX, No 72 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI, 23 AVRIL 1880.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Température du 22 avril 1880.
Thermomètre de C. DEHAHN, Opticien.

	Fahrenheit	Centigrade.
6 heures du matin	66	20
Midi	74	23
3 P. M.	80	27
9 P.M.	74	23

Statistique météorologique,
Jeudi, 22 avril, 9 h. 56 P. M.

Importations (Patronage) dans les villes suivantes :

Augusta, Ga.	72	Louisville, Ky.	80
Atlanta	61	Memphis, Tenn.	76
Boston, Mass.	52	Mobile, Ala.	75
Cairo, Ill.	76	Montgomery, Ala.	79
Chattanooga, Tenn	66	Nashville, Tenn.	71
Cincinnati, O.	76	New Orleans, La.	81
Davenport, Iowa.	71	Omaha, Neb.	80
Dubuque, Iowa.	61	Pittsburgh, Pa.	72
Galveston, Texas	84	Port Hudson, La.	82
Indianola	81	Shreveport, La.	86
Keokuk, Iowa.	80	St Louis, Mo.	79
Little Rock, Ark.	77	St Paul, Minn.	58
La Crosse, Wi.	70	Vicksburg, Miss.	82
Leavenworth, Kan.	57	Yankton, D. T.	76

Mouvement des eaux au-dessus de l'étiage (zéro au pilier bornier).

Augusta	10.01	Nashville, Tenn	26 00
Chattanooga	32.10	Nw Orleans*..	1.01
Cincinnati, O.	15.04	Omaha, Neb.	5 46
Davenport	9.00	Pittsburgh, Pa.	3 07
Dubuque, Iowa.	9.07	Rock Island, Ill.	17 09
La Crosse, Wis.	7.06	St Louis, Mo.	15 05
Leavenworth, K	6 09	St Paul, Minn.	5 06
Louisville, Ky.	8.07	Vicksburg, Miss	43 09
Memphis, Tenn	35.03	Yankton	7.95

* Le niveau du niveau des hautes eaux de 1874.
GEORGE H. HOXIE,
Sergeant Signal Corps. U. S. A.

Mariages, naissances et décès inscrits au bureau de santé dans les dernières vingt-quatre heures :

MARIAGES—J. P. Mohr à Mlle Sophie M. Fahrmann.

A. Vincent à Mlle Martha Bruce.
Chas. Fromant à Mlle Hannah C. Henson.
Julius Jacobsen à Mme Veuve Peter Hagenbacher.
Joseph H. Williams à Mlle Jane Thompson.
Thomas N. Gilmore à Mlle Emma J. Magiania.

NAISSANCES—Mme F. A. Bisner, une fille, 19 avril.
Mme Jos. H. Duggan, une fille, 10 mars.
" J. B. Lavigne, une fille, 3 avril.
" F. A. McDonald, un garçon, 25 mars.
" Thomas Dowling, un garçon, 12 fév.
" Pierre A. Langlois, une fille, 23 fév.
" Charles L. Schelp, un garçon, 14 avril.

DÉCÈS—Caroline Lafferranderie, 2 ans, cots Breed et Colombus.
Agnes C. Seman, 1 an, 106 rue Roussean.
Jos. Thompson, c., 59 ans, 436 rue Rond-Liberté, né if de la Louisiane.
Rebecca Hewetson, c, 19 ans, Algiers.
Hannah Carvall, c, 54 ans, 2416 rue Bas-Bonaparte, native du Maryland.
Manuel de la Rosa, 56 ans, 373 rue Villeré, natif de la Nlle-Orléans.
Andrew Alexander, c, 30 ans, rue Huitième, près de la rue St-David, natif du Miss.
W. Heidemann, 1 an, 217 rue Marigny, natif de la Nlle-Orléans.
Julien Jenkins, c, 36 ans, 298 rue Dumaine, natif de la Nlle-Orléans.

Une réponse à la pétition des administrateurs de l'Université de la Louisiane.—Dans la procédure des administrateurs de l'Université de la Louisiane contre le gouverneur et autres, le juge de la troisième cour de district, sur la motion de l'avocat-général, de MM. Breaux et Hall, John McKnery, H. N. Ogden et U. S. Benedict, avocats des défendeurs, ordonne que les demandeurs fassent connaître, 28 jours après, à 11 heures, les raisons pour lesquelles l'injonction ne serait pas écartée—

1° Parce que les procédures n'ont pas été permises par une autorité compétente quelconque;

2° Parce que la pétition ne contient aucune allégation qui justifie un ordre d'injonction;

3° Parce que les allégations sont trop vagues pour qu'une injonction puisse remédier au mal qu'on craint sous le rapport pécuniaire ;

4° Parce que l'*affidavit* n'est pas vrai ;

5° Parce qu'il ne peut résulter, pour les demandeurs ou une personne quelconque, aucun préjudice qui puisse justifier un empêchement au paiement des dettes légales de l'Etat, aucune fraude n'étant alléguée ;

6° Parce que les mandats non payés au 1er janvier 1880 s'élèvent à $1,130,126 97 ; les taxes non perçues (non compris les licences) dûes à l'Etat le 1er janvier 1880 s'élèvant à $11,345,332 11 ; il y a donc une somme de $10,215,705 74 de plus à la dette flottante de l'Etat ; la législature ayant pourvu au paiement de la dette flottante et le montant devant être pris sur cette somme ; la législature ayant donc le droit d'ordonner le paiement—une injonction annulant la loi ne serait pas accordée si un tort ne peut être démontré.

On se rappelle sans doute que les administrateurs de l'Université de la Louisiane ont intenté un procès aux membres du bureau chargé de s'assurer du chiffre des frais encourus dans les sections instituées, en vertu de la loi 93 de 1880, pour le recouvrement des *licenses* et des taxes—frais que le bureau est autorisé à approuver. La pétition dit que les demandeurs sont détenteurs de mandats de la Louisiane émis en 1873 et en 1879 pour une somme de $22,018 35 et prie le tribunal de lancer un writ d'injonction à l'effet d'empêcher le gouverneur, l'auditeur, le secrétaire d'Etat, le maire de la Nouvelle-Orléans, MM. W. L. Behan et Adolphe Meyer, membres du dit bureau créé par la loi 93 de 1880, et toutes les parties intéressées de recevoir ou faire recevoir des réclamations quelconques certifiées ou à certifier sous l'empire de la dite loi, en paiement de taxes ou de licences dûes à l'Etat avant le premier janvier 1879, ou d'accepter, de quelque manière que ce soit, la loi 93 d'une manière qui diminuerait ou affaiblirait les droits que réclament les demandeurs.

Cours criminelles.—A la cour criminelle supérieure, G. Bayard, officier de police du troisième precinct, est assermenté d'attaque dans l'intention de commettre un viol.

Le Dr. C. N. Falkenstein, sur qui l'on a trouvé un revolver qu'il venait de retirer de chez un prêteur sur gages, quand il a été arrêté sous prévention d'avoir enfreint la loi des loteries, a été condamné à $5 d'amende.

William Moore, accusé d'être entré, le 20 février, chez M. Philip Zimmer, dans la rue Villeré, entre les rues Louise et Clouet, et de l'y avoir poignardé dans une intention de meurtre, n'étant point présenté en cour, le cautionnement (de $1,000) qu'a signé M. J. A. Hogan a été déclaré forfait.

Le jugement de Walter Logan, c., accusé de coups de poignard; celui de P. Jackson, accusé d'emprisonnement illégal; celui de Wm. Sinclair, accusé de vol avec effraction—ont été renvoyés indéfiniment.

A la première cour de district, C. N. Falkenstein, qui avait quitté la juridiction du tribunal et que le juge Abell a fait arrêter, a été mis en liberté après que M. F. Dubreuil eut signé un cautionnement de $250 en attendant la sentence. M. Falkenstein a été déclaré coupable il y a plus d'un mois.

John Fraser et W. W. Heck, accusés de vols de fait, se sont déclarés innocents.

Le jugement de M. J. D. F. Lefèvre, accusé de la possession de billets de loterie, a été remis à jeudi prochain.

Cours de district.—A la quatrième cour, dans le procès que M. J. M. Lee intentait à M. Jas. H. Mahaffey, le juge a rendu un décret en faveur du défendeur.

A la cinquième, M. Nicholas B. Trist, en sa qualité d'exécuteur testamentaire, réclame à Mme Veuve Théodore Bruning, la somme de $630.

Lucas E. Moore, porteur de $10,000 de bons à primes dont la valeur actuelle est de $2500 par place, demande que les autorités municipales soient forcées d'inclure, dans chaque compte de taxes dûes en 1880, un semi d'un pour cent de l'assessement de toutes les propriétés imposables situées dans les limites de la Nlle Orléans ; que la taxe soit perçue en même temps et de la même manière que les autres parties des taxes de 1880. La demande a pour but l'exécution de la cinquième clause de la loi 31 de 1876, dit loi des bons à prime. Le mandamus a été accordé. Le procès est fixé au 28 de ce mois, à 10 heures du matin.

—M. Moore a présenté au tribunal un mémoire supplémentaire dans lequel il demande que les administrateurs soient empêchés d'exécuter les ordonnances adoptées le 20 de ce mois, limitant la taxe à dix *mills*, en consacrant tout le produit aux dépenses courantes de la Ville pour l'année 1880, et ne pourvoyant ni au paiement de l'intérêt des bons à prime ni au rachat de ces bons ; que les autorités municipales soient empêchées de jamais adopter une ordonnance qui consacrerait le contraire fait avec beaucoup de bonne foi à prime en vertu de la quatorzième clause de la loi 31 de 1876 ; que tous les bons émis soient reçus, par la ville, en paiement des taxes, licenses, et dettes quelconques ; que les administrateurs soient empêchés de percevoir moins de 15 mills. Le writ a été suspendu.

A la sixième cour, dans le procès de Mme Michael Truxedal contre M. Godchaux Hyamsohn, le juge a rendu un jugement qui écarte l'injonction et condamne l'opposante à $150 de dommages.

M. C. W. Santos réclame à M. John P. Richardson $90,000 de dommages intérêts.

Le Surgeon du Barque a siégé hier soir. Le Dr. Jones, président, les Drs. Fernandez, Davidson, Leibler, Schaggaud, Beard, MM. Hernandez, Marks et Brewster étaient présents.

Le Dr D. W. Adams a été nommé, par acclamation, médecin de la station des Rigolets.

Le Dr N. L. Séguin a été nommé médecin de la station de Pilchahalaya.

Le bureau a sanctionné les instructions adressées par le Dr Joffre à celles adressées aux inspecteurs de santé, les voici :

Cesser le recensement jusqu'à nouvel ordre.

Il faut que vous fassiez l'inspection des chaloupes aussi rapidement que possible.

Veillez à ce que toujours les maisons désinfectées.

Ordonnez que toutes les fosses de lieux d'aisances soient désinfectées au moins tous les quinze jours.

Ordonnez que tous les passagers et toutes les cours soient soient nettoyés et désinfectés.

Faites savoir au bureau quelles quantités des différents désinfectants il vous faudra durant les cinq mois prochains.

MM. Hennessey & Bro., aux Nos 123 et 131 de la rue des Magasins, ont invité le bureau à venir examiner leur machine à désinfecter les navires, à l'aide de soufflets—machine que recommande le Dr Jones.

Le président a lu une lettre par laquelle le Dr Turner, secrétaire du bureau national de santé, demande au bureau de la Louisiane un rapport exact sur toutes les maladies contagieuses.—Le docteur, en parlant de la dépêche qui a soulevé un si juste mécontentement, dit que le mot "jaune" a été ajouté, au bureau de télégraphe, aux mots "fièvres malignes." La lettre a été soumise à un comité composé des Drs Loeber, Davidson et Beard, avec prière de faire un rapport à la prochaine séance.

L'avocat du bureau de santé a exprimé l'opinion que celui-ci a le pouvoir d'imposer aux navires le retour à l'Ile aux Vaisseaux comme condition d'entrée dans le fleuve, s'il croit que la marine est malade pour mettre l'Etat à l'abri de maladies contagieuses, mais il va-t-il mieux, si une pareille nécessité n'existe pas, de prendre des précautions qui, tout en protégeant la communauté, nuiraient le moins possible au commerce. Sur la motion de M. Marks une copie de la lettre de l'avocat a été adressée au Dr Bemiss, membre du bureau national de santé.

Une résolution de M. Marks déclarant qu'avant que le bureau décide la question de la proclamation de la quarantaine ou quoi que ce soit dans la ligne de conduite à suivre, le président devra s'entendre avec le gouverneur—a été adoptée.

Le Dr Fermanto, au nom du comité dont il est chairman, a présenté un rapport fort intéressant sur l'état des rues, dans lequel on dénonce des griefs dont nous en parlerons dans un autre numéro, l'heure avancée à laquelle le bureau s'est ajourné ne nous permettant pas d'en donner même une courte analyse. Nous dirons seulement qu'il signale l'odeur *abominable* qui s'exhale des cours, des passages et des ruisseaux de la rue du Bassin, près du Vieux Bassin ; que les poissons, les crevettes et les crabs apportés au marché aux poissons y restent plusieurs jours avant d'être vendus et, se décomposant dès qu'on les enlève de dessus la glace, empestent l'air.

Un comité spécial composé du Dr Beard, de MM. Brewster et Hernandez a fait un rapport sur le marché français ; il parle du marché aux poissons dans les mêmes termes que celui du Dr Fermanto, recommande que le conseil fasse mettre un ruisseau, aux frais de la ville, des tables à dessus en marbre.

A dix heures, le bureau s'est ajourné à jeudi prochain.

Cour du juge Miltenberger.—Ben Dupert, accusé d'avoir enfreint l'ordonnance 4788, qui défend de jeter des graines de coton dans les rues, au préjudice de la salubrité publique ; Rebecca Perry et Mary Eisenstaldt, accusées d'insultes—ont dû fournir un cautionnement de $250 en attendant l'instruction.

Green Williams, a été envoyé devant la première cour de district, sur la double accusation de vol et de voies de fait. Cautionnement de $500.

Le juge a acquitté John Lyons et Sarah Johnson, accusés de vol; Oscar Lewis, de voies de fait; John Blasich, de menaces; Hugh Kennedy, d'entrée dans une maison, nuitamment, avec effraction; J. W. Schonway et Charles Martin, d'obtention d'argent sous de faux prétextes.

L'interrogatoire de François Bares, accusé d'attaque à main armée, a été remis au 29 du courant, à une heure de l'après-midi.

Mme Joseph, pour insultes et langage obscène, a été requise de fournir un cautionnement de $150 en attendant l'instruction.

Annie Haley et Lizzie Page, accusées de voies de fait, ont été condamnées à une amende de $15 ou à trente jours de prison.

Adaline Smith, accusée d'attaque à main armée, d'insultes et de bris de paix, a été condamnée à une amende de $10 ou à dix jours de prison de paroisse. Le magistrat a, de plus, exigé d'elle un cautionnement de $150 pour répondre de sa bonne conduite.

Cour du juge Sheehan.—John F. Cavanagh et John Mc Jenkins, pour ivrognerie ont été condamnés à $2 50 d'amende ou à cinq jours de prison.

Wm Cain et Lotta Cain, accusés de vagabondage, a été requis de donner un cautionnement de $250 pour répondre de sa bonne conduite. A défaut de cautionnement il passera vingt jours en prison.

Lenard Grebere a été condamné à une amende de $5 ou à dix jours de prison pour insultes.

Joseph Bailey, accusé de larcin ; Wm Cain et Lotta Cain, d'ivrognerie et de bris de paix ; Emile Barbey, Leonard Debare, Jas. Cook, George Beany et Charles Cavanagh, de bris de paix ; Laura Williams, d'infraction de l'ordonnance 528, qui a trait aux prostituées—ont été acquittés.

Nominations.— Les nominations suivantes ont été faites par le Gouverneur :

Assesseurs de la paroisse d'Orléans.

Premier district—E. C. Payne.
Deuxième district—A. M. Ascoin.
Troisième district—P. Malochée.
Quatrième district—John Curry.
Cinquième district—Jas. Flanagan.
Sixième district—John C. Bash.
Septième district—H. Tebbé.

Inspecteurs des poids et mesures de la paroisse d'Orléans.

Premier district—Wm. Martin.
Deuxième district—Jos Du Bos.
Troisième district—Jos Jacobs.
Quatrième district—Robt M Armstrong
Cinquième district—P. McClusky.
Sixième et Septième districts—Philip Becher.

Inspecteurs de farine de la paroisse d'Orléans.

Louis A. Poincy, F. A. Behan, David Marks, Gus. Bonligny et A. Noth.

Inspecteurs de foin, de la paroisse d'Orléans.

P. H. Waters, J. O. Landry et Chas. Byrne.

Wm. O. Hart, notaire de la paroisse d'Orléans ; Lubin Brown, juge de paix du septième *ward* de la paroisse St. Jacques ; Chas W. Rabbit, voyer de la paroisse d'Orléans.

J. A. Stokes et J. M. Fairchild, membres du jury de police de la paroisse Est-Baton-Rouge ; John N. Wentz, notaire de la paroisse Tangipahoa.

Paragraphes.—Le maire a reçu, hier matin, du juge Monroe, un mandamus qui ordonne au Conseil de ville d'exécuter la loi des bons à prime. L'ordre a été lancé à la demande du Factors' and Traders' Insurance Company. Il s'agit de $160,000 de bons à prime que possède la compagnie. Celle-ci veut que la municipalité perçoive une taxe de quinze *mills* et exécute le budget de 1880 ; qu'elle perçoive la taxe de 6 mills en vertu de celle des 10 mills ; que les 5 mills servent au paiement de l'intérêt de (1880) des bons à prime. Le procès sera appelé le 27 du courant.

—John Stemfahl, employé de la fabrique de cigares de M. Harnsheim, est tombé, du troisième étage du magasin au rez-de-chaussée, sur des barils. On l'a transporté chez lui, rue d'Orléans, près Galvez. Ses blessures sont très graves.

—Il a été constaté, à la sous-trésorerie fédérale, depuis le dernier rapport, $27,980 19 dont $3,312 78 provenant du département du revenu intérieur, $440, en or, $2,821 — en argent, et $11,25 en billets, provenant de la douane, $4,110 48 du bureau de poste, $17,295 55 de différentes sources.

—On a plaint de la saleté des ruisseaux de l'embouchure des rues Commerce et Esplanade.

—Une démission est endossée sur le nom de Napoléon d'une maison de la rue Fabacher, à Algar.

—Le Wanderer part pour Mandgnas le 1er mai, et le Clinton, pour Key West et la Havane, le 29 du courant. La malle-poste sera expédiée par ces deux steamers.

—L'officier Frederick a tué un chien au coin des rues Ste-Anne et Prieur.

—Un chat mort orne la rue Columbus, entre les rues Claiborne et Derbigny.

—L'officier Shay, a tué un chien à l'encoignure des rues Canal et Clay.

—Hier matin, M. Cosgrove, qui avait eu une orise, a été relevé en face du No 40 de la rue Royale. Il a été transporté chez lui, rue Canal, près de la rue Dryades.

—Hier soir, vers sept heures, un petit garçon du nom de A. O. Bourdon, se baignait dans le bassin du Nouveau Canal; il allait se noyer lorsque un chien de Terreneuve a sauté à l'eau et sauvé de l'enfant ; dans sa tentative, il a manqué l'enfant, plusieurs fois sur la tête et au visage. Le petit garçon a été sauvé par M. Hamilton.

—On a volé 60 pieds de tuyaux de plomb à la presse à coton Empire, située au coin des rues Thalie et Peters. Le sergent Reynolds les a trouvés dans la boutique de Geo. Marshal, gaselgarne des rues Religieuse et Orange. Il a cautionné arrêté empriconné Robert Mc Ginnis et Lacy Sweeny, qui les avaient vendus à Marshal.

—M. Martin Kenopaki, a été arrêté hier soir à huit heures et demie, au No 179 de la rue Poydras, et déroué à la station centrale. Il est accusé d'avoir volé, dans un moment d'aliénation mentale, étranglé un petite fille âgée de deux ans.

Mixe.—Hier soir, à dix heures vingt, une rixe a eu lieu dans la rue Franklin, entre les rues Douane et Bienville, entre deux nègres, James Patterson et James Carr. Gillmore Patterson a reçu un coup de couteau au côté gauche ; on blessure n'est pas grave. Gillmore a été arrêté et déroué à la station du quatrième precinct.

Fausse alarme.—Hier soir, à sept heures vingt, une fausse alarme a été donnée, de la botte No 142, coin des rues St-Louis et Royale, par S. A. Troyan, qui a été arrêté par les officiers Littleton et Connors et déroué à la station du troisième precinct.

Incendie.—Hier matin, à dix heures moins le quart, un incendie dont on ignore la cause a éclaté dans une maison à bons, en bois, située dans la rue Clouet, entre les rues Moreau et Casseaux, appartenant à M. C. Sporl, et habitée par M. J. C. Théard qui y tenait une pâtisserie.

Au moment de l'incendie, il y avait dans la bâtisse une quarantaine de balles de coton; on a pu en sauver une partie.

On évalue la perte à $2000; elle est amplement couverte par l'assurance.

La bâtisse, qui est assurée pour $300, a été détruite; la perte est d'environ $900.

—Une heure plus tard, un autre incendie a éclaté à bord du navire "Iron Crone," mouillé au pied de la rue Washington. Il y avait à bord 1400 balles de coton et deux cents sacs de graines de coton.

M. Dave Singer, membre de la compagnie de pompiers No 23, a failli être étouffé. Il était descendu dans la cale quand un immense volume de fumée l'a enveloppé; ses amis, entendant ses cris, ont eu le temps de le sauver. Il a été transporté à sa résidence.

Le département d'incendie a, après plusieurs heures de travail, réussi à se rendre maître des flammes.

Va l'heure à laquelle nous écrivons ces lignes—minuit—nous n'avons pu savoir le montant des dégâts.

Ventes inscrites aux bureaux de l'annotateur des hypothèques :

Mme R. M. Tooutou à Mme F. Carrano, un terrain et l'édifice, 30x30, rue St-Philippe, entre Johnson et Prieur. $1,000

Veuve Ortide Guérin à André Dorticourt Jr., un terrain, aux Bayous, 30x100, rue Roman, côté Esplanade. $200

Michael Foley à John Wallace, un terrain et bâtisses, 34x96, rue Terpsichore, entre Liberté et Franklin. $1 600

Joseph Spencer et sa femme (vente du shérif) à Daniel Traverse, deux terrains et bâtisses, 30x100, rue Douane, entre Broad et Dorgenois. $625

Jorge Ricks à Augustus Craft, trois terrains et bâtisses, compris entre les rues Génois, Télémaque, Bandin et Banks. $630

Fantaisie dernier genre, à l'Etoile Rouge.

OFFICIEL.

Lois de l'Etat de la Louisiane.

PUBLIÉES PAR AUTORITÉ.

Session régulière de 1880.

No 36.] LOI

Pour amender et décréter à nouveau la section 997 des statuts revisés de 1870, à propos des récusations de jurés dans les affaires criminelles.

SECTION 1.—*Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane* que la section 997 des statuts revisés de 1870 soit amendée et décrétée à nouveau comme suit : Dans toutes les causes criminelles en cet Etat pour quelque crime que ce soit, dont la punition peut être la mort ou l'emprisonnement aux travaux forcés pour un terme de douze mois ou davantage, le prévenu dans une affaire pareille aura droit à récuser péremptoirement, et sans être obligé d'en faire connaître la cause, tout nombre de jurés n'excédant pas deux, et tout autre nombre pour cause ; et cela soit que l'emprisonnement soit péremptoire ou à la discrétion de la cour. Dans toutes semblables affaires la cour aura le droit de renvoyer six jurés péremptoirement pour chaque personne jugée. Dans toutes les affaires criminelles ou la punition est plus faible que celles mentionnées ci-dessus, le prévenu aura six récusations péremptoires et l'Etat trois pour chaque prévenu en cause ; pourvu que cette loi ne s'applique pas aux procès qui doivent être jugés par un jury spécial. Dans les autres termes que les termes réguliers du jury où les affaires pour crimes et offenses non nécessairement punissables par les travaux forcés ou par la mort, l'accusé aura droit à six récusations péremptoires et l'Etat à trois pour chaque prévenu en cause.

(Signé) R. N. OGDEN,
Orateur de la Chambre des Représentants.
(Signé) S. D. McENERY,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.
Approuvé le 17 mars 1880.
(Signé) LOUIS A. WILTZ,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Copie certifiée :
WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

No 37.] LOI

Relative aux jurés de police et à la nomination des jurés de police jusqu'à l'élection générale prochaine.

SECTION 1. *Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane*, que le terme d'office de tous les jurés de police en cet Etat finira le premier lundi d'avril, dix-huit-cent-quatre-vingt, et qu'il sera du devoir du gouverneur, immédiatement après la promulgation de la présente, de nommer leurs successeurs par et avec l'avis et le consentement du Sénat.

SEC. 2. Que les jurés de police nommés en vertu des dispositions de la section précédente, occuperont leurs places jusqu'à la prochaine élection générale et jusqu'à ce que leurs successeurs soient qualifiés. Dans le cas où un juré de police sortira du ward pour lequel il peut avoir été nommé, sa place sera par le fait vacante, et le gouverneur aura le pouvoir de remplir toute vacance, occasionnée par la mort, la démission ou par toute autre cause.

SEC. 3. Les membres des jurés de police nommés conformément à cette loi se réuniront dans leurs maisons de cour respectives le premier lundi d'avril, mil-huit-cent-quatre-vingt, en assistés après que cela sera praticable, et procéderont, à l'heure de midi, à l'élection de l'un de leur propre corps comme président et d'autres officiers, suivant les lois existantes.

(Signé) R. N. OGDEN,
Orateur de la Chambre des Représentants.
(Signé) S. D. McENERY,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.
Approuvé le 17 mars 1880.
LOUIS A. WILTZ,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie certifiée :
WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

No 38] LOI

Pour régir les annonces judiciaires en langue française dans la paroisse d'Orléans, en vertu des dispositions de l'article 154 de la Constitution.

SECTION 1. *Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane* que dans la paroisse d'Orléans, dans les cas où les annonces doivent être faites en relation avec les procédures judiciaires, ou dans les ventes de propriétés ou vente de propriétés judiciaires, ou dans toute autre matière légale à quelque titre que ce soit, elles devront être publiées dans un journal français dans un journal quotidien bien établi, publié en français, et qui aura été publié ainsi comme journal quotidien pendant un espace de un an immédiatement avant la désignation qui sera faite suivant la seconde section de cette loi.

SEC. 2. *Il est décrété en outre, etc.*, Que dans les affaires où un juge de district sera récusé, excepté pour raison d'intérêt, il nommera pour le juger, un avocat ayant les qualifications d'un juge de la cour de district où l'affaire récusée était pendante, et si l'on ne peut trouver un avocat ayant les qualifications nécessaires au terme de la cour auquel la récusation est adressée, le juge (récusé) nommera immédiatement quelque juge de district d'un district siégeant, auquel il sera fait notification de sa nomination de la manière prescrite par la section 3 de cette loi.

SECT. 3. *Il est décrété en outre, etc.*, Que dans les affaires où un juge de District sera récusé pour raison d'intérêt, il nommera pour juger quelque juge de District d'un District siégeant et dans toutes ces affaires et dans les affaires où un juge de District pourra être nommé, sous la section 2 de cette loi, l'ordre de la cour faisant la nomination sera inscrit dans les minutes, et il sera du devoir du greffier de la dite cour de faire une copie certifiée de l'ordre sous le sceau de la cour, et d'en envoyer la dite copie immédiatement au shérif de la paroisse où la résidence du juge ainsi nommé, ou de la paroisse où le dit juge pourra être afin que le shérif la lui remette.

SECT. 4. *Il est décrété en outre, etc.*, Qu'il sera du devoir du juge de District, nommé en vertu de la section 2 ou 3 de cette loi, aussitôt que possible, ou aussitôt que les affaires de son District le permettront, de se rendre à la cour où est l'affaire récusée pour l'instruire, la juger et la déterminer.

SECT. 5. *Il est décrété en outre, etc.*, Que lorsqu'une affaire de récusation, pour le jugement de laquelle un juge de District a été nommé, n'aura pas été jugée dans les neuf mois à partir de la récusation, il sera du devoir du juge de district d'ordonner le transfert de la cause à la Cour de District la plus proche, pourvu que le juge soit compétent pour la juger ; et il sera du devoir du greffier d'envoyer tous les papiers originaux avec une copie de tous les ordres rendus et des minutes de toutes les procédures interrogées dans la cause au greffier de la cour à laquelle la cause est transférée, et là il y sera procédé suivant la loi.

SECT. 6. *Il est décrété en outre, etc.*, Que pour le jugement des causes où un juge de District aura récusé, l'avocat on le juge nommé sous la section 2 ou 3 de cette loi, aura les mêmes pouvoirs que le juge récusé pourra avoir eu dans les causes où il n'y a pas eu de récusation, et tous les ordres et décrets rendus par eux, auront la même force et le même effet que les ordres et les décrets rendus par un juge de District dans les affaires où il n'y a pas chance de récusation.

SECT. 7. *Il est décrété en outre, etc.*, Que les dispositions des sections 2, 3, 4, 5 et 6 de cette loi ne s'appliquent pas à la paroisse d'Orléans.

SECTION 1. *Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane* que dans la paroisse d'Orléans, dans les cas où les annonces doivent être faites en relation avec les procédures judiciaires, ou dans les ventes de propriétés ou vente de propriétés judiciaires, ou dans toute autre matière légale à quelque titre que ce soit, elles devront être publiées dans un journal français dans un journal quotidien bien établi, publié en français, et qui aura été publié ainsi comme journal quotidien pendant un espace de un an immédiatement avant la désignation qui sera faite suivant la seconde section de cette loi.

DÉPÊCHES
Télégraphiques
TRANSMISES A L'ABEILLE

NOUVELLES ÉTRANGÈRES

FRANCE.

Grève.

Paris, 23.—On annonce une grève des tisserands de coton à Lillebonne et à Helbeu. On craint que les fabricants environnants suivent le même exemple.

Paris, 23.—L'Etat de la Banque de France accuse une augmentation de 19,900,000 francs.

Perte probable du navire-école Allemand.

Halifax, 22.—Le vaisseau-école Atlante, école beaucoup d'officiers sont connus ici, est maintenant regardé comme perdu avec tout le personnel qu'il avait à bord. Il avait un équipage de 30 officiers et de 300 jeunes marins.

Londres, 22.—Le correspondant du Times à Portsmouth dit : Il faut bien comprendre que si le vaisseau-école *Atlante* a été démâté et entraîné hors de sa route, on est allé vers le nord dans l'espoir de trouver un vent d'ouest. On ne peut pas encore avoir de ses nouvelles.

Londres, 23.—L'agence Reuter a reçu la nouvelle suivante d'Odessa : on apprend de Constantinople que 300 soldats ont été dépêchés de la ligne albanaise ont dernièrement, à Frimand, arrêché à Monastar Pacha la promesse d'envoyer en exil le préfet et les présidents du tribunal. Ils ont demandé également l'évacuation de l'Albanie en principauté sous la souveraineté du chef albanais Gazinje.

Situation des sectes dissidentes en Russie.

Londres, 22.—Une dépêche de St. Pétersbourg au Daily News, dit qu'une réunion du comité des ministres a condamné la proposition de rendre effectif le décret du 6 (18) 1864, autorisant le transfert des Vieux Croyants et les autres sectes dissidentes. Cette opposition vient, comme à Pordinaire, faire échouer la question pour que chaque ministre puisse ayant son vote et arriver, s'il est possible, à un accord avec les autres.

Communications rétablies avec Candahar.

Londres, 22.—Les communications avec Candahar sont rétablies.

Démission de Lord Beaconsfield.—Lord Hartington appelé à Windsor.

Chateau de Windsor, 22, 1 h. du P. M.—Lord Beaconsfield a accepté la démission de Lord Beaconsfield. Hier il a envoyé un messager spécial à Lord Hartington, lui exprimant le désir de le voir au château.

Lord Hartington va partir immédiatement de Londres pour Windsor.

Londres, 23.—L'Evening Standard dit que le messager de la Reine, après avoir communiqué à cet effet avec Lord Hartington, ce matin, est allé à la résidence du comte Grandville. Mais on ne sait s'il a réellement été appelé à Windsor.

Londres, 22, 4 h. de l'après-midi.—Lord Hartington s'est rendu au château de Windsor, seul. On croit dans les cercles politiques qu'il consultera à la reine de demander à M. Gladstone de former un nouveau cabinet.

Convention greenbackiste d'Illinois.

Springfield, Ill, 22—La convention greenbackiste s'est organisée avec L. Forsyth pour président. A. J. Hobson a été nommé gouverneur. La Convention a donné aussi un ticket complet pour le gouvernement d'Etat et adopté des résolutions greenbackistes, puis s'est ajournée *sine die*.

Convention démocratique d'Etat.

Montpelier, Vt., 22—Environ 300 délégués de la convention démocratique d'Etat se sont assemblés ici. Tout indique que la convention sera très nombreuse, et sera sous la présidence de W. H. H. Bingham.

Les trois-quarts au moins de la convention sont en faveur de Hancock, sans exclure les autres candidats. De sorte une délégation de Hancock, sans instruction définitive, excepté celles de voter unanimement et de maintenir la règle des deux tiers.

Montpelier, Vt., 22—La Convention démocratique d'Etat réunie à Union Hall était composée de 400 délégués.

Les délégués choisis pour la convention nationale de Cincinnati sont, dit-on, partisans de Hancock. Le nom de Tilden a été applaudi, mais celui de Hancock a provoqué un bien plus grand enthousiasme.

Convention républicaine d'Etat.

Wilmington, Caroline du Nord, 22.—Le Star publie une entrevue avec M. W. H. Canaday, chef-rusque du parti Sherman dans cet Etat; Canaday dit qu'il y avait déjà 16 délégués choisis pour la convention de Chicago, 13 électeurs pour Sherman, et 3 pour Grant.

Convention d'Etat de la Virginie.

Staunton, 22—Le rapport du comité sur les certificats d'élection a été adopté après une longue discussion ; deux districts ont seulement n'ont pas été admis.

La nomination du président de la Convention a provoqué une longue discussion. Les deux noms mentionnés sont MM. Lewis et Wyshan; chacun obtenant 62 voix. A 2 heures du matin la Convention s'ajourne à 10 heures.

Après de longs débats, M. Wickam a été élu président. Le victoire des républicains a pour contre les réformateurs a excité cette faction.

M. Lewis a présenté lui-même M. Wickam comme président au milieu des applaudissements.

M. Lewis a présenté la candidature du gén. Grant comme le seul moyen de désunir l'union du Sud. M. Wickam s'est déclaré pour la faveur de Grant. Il faut que tous les républicains de la Virginie voient comme un seul homme à Chicago et travaillent à replacer la Virginie au rang des Etats républicains.

A la séance du soir, M. Lewis a présenté des résolutions en faveur de la candidature de Grant et donnant un comité central d'Etat le pouvoir de convoquer une convention le 28 juillet pour choisir un comité électoral—*Adopté*.

Convention républicaine de l'Etat de la Géorgie.

Atlante, 22.—Grande confusion dans la convention quand le parti anti-Grant a réussi à élire le président de son choix. Il a été dit que cette élection avait été achetée. Le président a nommé le comité chargé de choisir les délégués à Chicago.

Les délégués de couleur ont réclamé, disant qu'on les avait frustrés de leur droit. Ils ont demandé que les trois-quarts des délégués à Chicago fussent de couleur, et que la même proportion soit observée dans le patronage républicain de l'Etat de Georgie.

Le rapport du comité ne s'accordant pas a été déposé sur le bur au jusqu'à demain. Demain il ne devra rester sur le table sans être délégués que cinq blancs. Les factions Sherman et Blaine sont dans la convention, le drame sur salle de Grant.

Convention républicaine du comté.

Charleston, Car. du Sud, 22—La convention républicaine du comté a élu 17 délégués à la convention d'Etat qui a lieu à Columbia le 28 avril. La résolution leur ordonnant de voter pour Grant en premier, pour Blaine en second, a été rejetée. Les délégués sont laissés libres.

Convention démocratique de comté.

Goldsboro, Car. du Nord, 22—Le comité exécutif démocratique du 2e District Congressional s'est réuni à Wilson. L'Hon. G. Howard et Julius Rosmits, éditeur de Goldsboro Messenger, ont été élus délégués à la convention nationale. Henry Bryan a été nommé électeur.

Résurrection de la Presse.

Boston, 22—L'association de la presse des Massachusetts, partie en car, par le Maine de Fall River, pour aller faire une visite à Richmond et à Washington, les compagnies sont au nombre de près de 100.

Une ville détruite par le feu.

Ottawa Ont., 22.—Le moitié de la ville de Hull est en ruine. Le feu a éclaté chez un nommé Sabourin ; le vent l'a propagé avec une rapidité effrayante. La rage de l'élément destructeur l'emportait sur tous les efforts faits pour le dompter.

Malheureusement une grande partie des maisons étaient en bois. Une vingtaine de rues ont été dévorées par les flammes. La fumée était intense et les habitants impuissants à arrêter le désastre. A 7 heures, heureusement, le v